



«L'immobilisme suisse n'est plus à la hauteur des enjeux»

Publié aujourd'hui à 11h00, - Chef de la rubrique Économie

À Davos, le vice-président de Roche lance une alliance suisse de CEO pour un monde plus durable et résilient. Interview.

André Hoffmann est homme de l'ombre des rencontres de Davos. Discrètement, le vice-président du groupe pharmaceutique Roche, l'un des héritiers de l'empire familial, apporte son aide à beaucoup d'ONG ou organismes qui s'engagent en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). C'est également un membre influent des cénacles où se discutent les normes ESG, soit les critères de durabilité, sociaux et de gouvernance que doivent suivre les sociétés cotées. Ces normes volontaires vont devenir obligatoires en Europe mais également en Suisse.

André Hoffmann est un homme pressé, qui veut accélérer le changement. Ce lundi, à Davos, dans le cadre du Forum économique mondial (WEF), il prend la tête d'une nouvelle initiative. Et lance, avec B Lab Suisse, la branche suisse d'un réseau mondial de sociétés qui appliquent les critères ESG les plus sévères (connus sous le label B Corps), une alliance de chefs d'entreprise et de membres de conseils d'administration suisses qui veulent aller plus vite et plus loin que les pratiques actuelles.

Donnez-moi trois objectifs concrets de cette alliance de CEO?

Nous avons besoin d'efforts collectifs pour créer un futur durable. C'est pour cette raison que je colance avec Jonathan Normand (fondateur et CEO de B Lab Suisse) le Swiss Boards for Agenda 2030 (SBA2030). L'objectif de cette alliance – composée exclusivement de CEO, d'administrateurs et d'administratrices en mesure d'engager leur entreprise dans la création de stratégies durables – est de faire de la durabilité une priorité des conseils d'administration et d'accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 des Nations Unies. D'ici à la fin de l'année 2022, nous ambitionnons d'engager 50 entreprises suisses et 100 d'ici à fin 2023.

Qui en fait partie, pouvez-vous nous donner quelques noms?

Nous avons à cœur de rassembler des entreprises qui représentent la diversité des secteurs d'activité en Suisse et qui sont à des stades différents de leur transition vers la durabilité. Roche fait partie de ces premières entreprises membres en Suisse aux côtés de Losinger Marazzi, Piguët Galland, Weleda, Swissroc ou encore Freitag! Nous avons tous en commun le désir de nous entraider et de mener la transition vers la durabilité. Les partenariats sont d'ailleurs au cœur du 17e ODD établi par les États membres des Nations Unies et qui sont rassemblés dans l'Agenda 2030.

Quels sont les critères pour en être membre?

Très concrètement, pour rejoindre le SBA2030, une entreprise doit avoir un chiffre d'affaires de plus de 15 millions de francs et un conseil d'administration structuré. Ces entreprises devront remplir les engagements suivants dans un délai maximum de 18 mois: former son conseil d'administration à la durabilité, adapter les statuts de l'entreprise afin de prendre en compte les parties prenantes et la planète, prendre des engagements mesurables concrets en faveur des ODD et participer à des actions collectives avec les autres membres de l'alliance.

Qui va vérifier le respect des normes que vous allez exiger?

Nous mettons sur pied avec Jonathan Normand un Business Council Committee (BCC) pour B Lab Suisse. Le comité se réunira tous les semestres. Il sera composé d'environ dix membres et aura pour mission d'examiner l'état d'avancement des quatre engagements des membres de l'alliance et d'évaluer les progrès de chacun d'entre eux.



«Nous allons notamment inviter des parlementaires à se joindre à des groupes de travail pour avancer dans le développement de politiques publiques.»

Souvent vos membres sont les sociétaires des organisations économiques suisses. Ne serait-ce pas à elles d'agir? Or elles freinent des quatre fers toute législation un tant soit peu progressiste...

La Suisse n'est pas friande de faire refléter la durabilité dans les lois ou réglementations. Nous l'avons vu ces dernières années avec le contre-projet «Entreprises responsables» ou encore la loi sur le CO2, entre immobilisme et demi-mesures. Cette voie n'est pas à la hauteur des enjeux en présence et encore moins pour répondre dans les temps aux attentes de l'Agenda 2030 et aux 17 Objectifs du développement durable. Il est donc nécessaire d'engager directement et sans délai les entreprises au plus haut niveau pour répondre à ces objectifs.

Avez-vous l'intention d'intervenir avec cette alliance dans le champ politique?

Tout à fait! Le Swiss Boards for Agenda 2030 fournit un cadre spécifique et des outils adaptés pour soutenir les conseils d'administration dans la création de stratégies d'impact positif. Pour passer des mots aux actes et provoquer des changements systémiques, il est important d'équiper les entreprises pour qu'elles intègrent les ODD comme nouveau paramètre de succès avec un calendrier commun, l'Agenda 2030, et qu'elles les placent également dans l'ensemble de leurs chaînes de valeur. Notre monde ne peut être durable et prospère sans pratiques de collaboration puissantes et pérennes.

Certainement, c'est au programme des actions collectives que nous souhaitons mener avec cette alliance et toutes les forces existantes du tissu économique et sociétal. Nous allons notamment inviter des parlementaires à se joindre à des groupes de travail pour avancer dans le développement de politiques publiques. Nous souhaitons également développer divers instruments juridico-économiques pour soutenir le développement de l'économie inclusive, équitable et régénérative nécessaire aux générations futures.

Les premiers membres

Le SBA2030, nom de l'alliance de CEO et de membres de conseils d'administration suisses, est une initiative lancée par Jonathan Normand, fondateur et CEO de B Lab Suisse, et André Hoffmann, vice-président de Roche et cofondateur d'InTent. L'Alliance sera coordonnée par B Lab Suisse sous le patronage du Business Council Committee de B Lab Suisse. Les 20 premiers membres de l'alliance sont: Banque Alternative Suisse SA; Ecorobotix, EBP; Ethos; Farmy; Freitag; IMD Business School; Liip; Losinger Marazzi; Loyco; MKS Pamp SA; Naef Immobilier; Piquet Galland & Cie SA; Roche Holding; Groupe Serbeco; South Pole; Swissroc Group; Umeo SA; Villars Maître Chocolatier SA; Weleda AG.

Pierre Veya est chef de la rubrique économie auprès de 24 Heures, de la Tribune de Genève et du Matin Dimanche. Auparavant, il a été rédacteur en chef du journal Le Temps, de l'Agefi et chef de la rubrique économique à L'Hebdo. Ses domaines de compétences sont la finance, l'économie, les hautes-technologies, l'environnement, le climat et la politique agricole.



André Hoffmann, vice-président de RocheKEYSTONE